Saint-Amarin, le 20 mars 2019

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN

COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE COMMUNAUTE EN DATE DU 14 MARS 2019

sous la Présidence de M. François TACQUARD

L'an deux mille dix-neuf, le quatorze mars, le Conseil Communautaire, était réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocations légales en date du 4 mars 2019.

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusés : M. Freddy GILCK, Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT, M. Joseph VISIELOFF, M. Pierre GUILLEMAIN, M. Noël DELETTRE, Mme Eliane WYSS, Mme Marie-Christine LOCATELLI, M. Ludovic MARINONI.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

M. Freddy GILCK	à	Mme Annick LUTENBACHER
Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT	à	M. Raymond AST
M. Joseph VISIELOFF	à	M. Eddie STUTZ
M. Pierre GUILLEMAIN	à	M. François TACQUARD
M. Noël DELETTRE	à	M. Cyrille AST
Mme Eliane WYSS	à	M. Francis ALLONAS
Mme Marie-Christine LOCATELLI	à	M. Jean SAUZE
M. Ludovic MARINONI	à	M. Sébastien DUPONT

(DEL19_006) APPROBATION DU PLUI

Le Président rappelle que le Conseil communautaire, lors de sa séance du 22 septembre 2009 a décidé d'engager la révision du Plan d'Occupation des Sols intercommunal et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Le Conseil de la Communauté de Communes :

Considérant que les résultats de l'enquête publique et la prise en compte des remarques des services et organismes associés nécessitent des modifications du projet de PLUi,

Considérant que le PLUi, tel qu'il est présenté au Conseil communautaire est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, approuve le PLUI à la majorité absolue (5 voix contre). Il dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de communes et des mairies des communes membres pendant un mois ;

Il dit que la mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans le département ;

Il dit que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.

(DEL19_007) STRADDET : AVIS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Le président expose les orientations du STRADDET ainsi que son impact à l'échelle du territoire de la vallée de Saint-Amarin.

Le projet de STRADDET arrêté le 14 décembre 2018 :

Axe 1 : Changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires

Axe 2 : Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté

Le projet de STRADDET comporte 30 règles, organisées en **5 chapitres** (et découlant des objectifs), avec lesquelles les SCOT devront être « compatibles » :

Chapitre I : Climat, air, énergie
Chapitre II : Biodiversité et gestion de l'eau
Chapitre III : Déchets et économie circulaire
Chapitre IV : Gestion des espaces et urbanisme
Chapitre V : Transport et mobilités

Dans le détail, les objectifs et règles que la Communauté de Communes demande à corriger :

Objectif n° 12 : Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
Règle n° 25 : Limiter l'imperméabilisation des sols
Règle n° 10 : Réduire les pollutions diffuses sur les aires d'alimentation de captage
Règle n° 16 : Réduire la consommation foncière
Règle n° 17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable

Le Conseil de communauté, après en avoir délibéré :

PARTAGE nombre d'ambitions du SRADDET, dont de très nombreux objectifs ou règles qui correspondent d'ores et déjà à ce que le SCOT Thur Doller et le Plan Climat Air Energie Territorial du Pays Thur Doller ont déjà mis en application et aux orientations du PLUi de la vallée de Saint-Amarin ;

REGRETTE toutefois que le SRADDET apparaisse, dans sa forme, comme un catalogue d'objectifs et de règles et non un schéma prospectif d'aménagement du territoire comme support au développement des espaces les plus fragiles, notamment ruraux, de la Région Grand-Est ;

RAPPELLE que tout au long de la procédure SRADDET, les structures porteuses de SCOT réunies en Inter-SCOT, ont eu l'occasion d'échanger sur les effets et la portée du SRADDET, que les élus collectivement ont, avec constance, manifesté leurs plus vives inquiétudes sur la portée de certaines règles, et de constater que malgré les réunions de concertation, certaines encore emportent plusieurs réserves ;

EXPRIME UN AVIS DEFAVORABLE concernant l'objectif 12 et la règle 25 (compensation des nouvelles surfaces imperméabilisées), ainsi que les règles 10 (protection des captages) et 17 (mobilisation du foncier disponible) et, surtout, la règle 16 (réduction de la consommation foncière), ainsi que la règle 29 (maîtrise de l'urbanisation le long des itinéraires d'intérêt régionales) ;

DECIDE EN CONSEQUENCE D'EMETTRE UN AVIS DEFAVORABLE SUR L'ENSEMBLE DU PROJET DE SRADDET, tant que l'objectif 12 et les règles 10, 16, 17, 25 et 29 ne sont pas modifiés.

(DEL19_008) SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT PRET HABITAT PRIVE AVEC TERRITOIRES ET HABITAT 68

M. Claude WALGENWITZ, Vice-Président en charge du Paysage et de l'Aménagement du Territoire et des Forêts, rappelle que la Communauté de communes est engagée dans un Programme Local de l'Habitat (PLH) et qu'elle œuvre, dans le cadre de ce programme, à permettre l'amélioration du parc privé.

L'association Territoires et Habitat 68 (TH68), anciennement dénommée PACT 68, a décidé de relancer une offre de « prêt habitat privé » conditionnés à des travaux, notamment d'économies d'énergie ou de mises aux normes. L'objectif est de couvrir des enjeux identifiés sur les territoires, pour compléter les dispositifs existants (PTZ ancien, politique de l'ANAH,...).

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la conclusion de la convention présentée en annexe avec l'association "Territoire et Habitat 68.

(DEL19_009) ABONDEMENT DES AIDES DE L'ANAH SUR LES TRAVAUX LIES A LA PERTE D'AUTONOMIE

M Claude WALGENWITZ, Vice-Président en charge du Paysage et de l'Aménagement du territoire et des forêts, rappelle que la Communauté de communes est engagée dans un Programme Local de l'Habitat (PLH) et qu'elle œuvre dans le cadre de ce programme à favoriser l'amélioration du parc privé.

Il est proposé à la Communauté de communes de participer au financement de ce dispositif aux côtés de l'ANAH sur les mêmes dispositions que les programmes "Habiter mieux". A savoir, le versement d'une subvention correspondant à 5% du montant des travaux éligibles plafonnés à 20 000 €, soit une aide de 1 000 € maximum par dossier.

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la mise en œuvre d'une aide complémentaire à l'ANAH sur le programme "Habiter facile".

(DEL19_010) MISE EN PLACE DU TEMPS PARTIEL

Monsieur Cyrille AST, Vice-Président délégué à l'Administration Générale et aux Finances, rappelle à l'assemblée que le temps partiel sur autorisation et le temps partiel de droit constituent des possibilités d'aménagement du temps de travail pour les agents publics (titulaires, stagiaires, contractuels).

Le temps partiel de droit est accordé pour les motifs suivants :

- à l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté,
- pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave,
- après avis du médecin du service de médecine professionnelle et préventive pour les fonctionnaires relevant des catégories visées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, décide d'introduire le travail à temps partiel pour l'ensemble des agents de la Communauté de communes (titulaires, stagiaires, contractuels) dans le respect des dispositions légales.

(DEL19_011) MODIFICATION DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE

Monsieur Cyrille AST, Vice-Président délégué à l'Administration Générale et aux Finances, rappelle que par délibération du 5 juin 2013, le Président a fixé, suite à l'avis du comité technique paritaire de la Communauté de Communes, un certain nombre d'autorisations spéciales d'absence.

Ces autorisations sont des interruptions de service.

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'appliquer aux agents de la Communauté de Communes les autorisations spéciales d'absence supplémentaires suivantes :

- **1 jour d'autorisation d'absence pour un déménagement par an,**
- **3 jours d'autorisation d'absence pour le décès d'un enfant vivant ou non au domicile de l'agent,**
- **1 jour d'autorisation d'absence pour le décès d'un membre de la fratrie.**

Il que ces autorisations d'absence seront accordées au personnel titulaire, stagiaire et contractuel de la Communauté de Communes.

(DEL19_012) RENOUELEMENT CONVENTION CEE TEPCV

Considérant la loi d'orientation énergétique de juillet 2005 qui a mis en place le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) et actant que les collectivités locales sont des acteurs éligibles à ce dispositif et peuvent valoriser les économies d'énergie qu'elles ont réalisées par l'obtention de CEE.

Considérant l'article L221-7 du code de l'énergie permettant l'attribution de Certificats d'Economies d'Energie pour des programmes d'accompagnement.

Considérant l'article L 221-7 du Code de l'énergie permettant aux personnes éligibles de se regrouper et de désigner une autre personne éligible (regroupeur), qui obtient pour son compte les CEE correspondants pour atteindre le seuil d'éligibilité (20GWhcumac).

Considérant la convention TEPCV du 07 juillet 2016 et ses avenants du 28 mars 2017 et du 24 avril 2017, signés par le Président du Parc naturel régional des Ballons des Vosges et le Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer,

Considérant l'arrêté du 24 février 2017 modifiant l'arrêté du 9 février 2017 portant validation du programme CEE « Économies d'énergie dans les TEPCV » dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (Programme n° PRO-INNO-08) attribuant un volume maximum de 400 GWh cumac de certificats au territoire lauréat TEPCV.

Monsieur le Président expose que dans le cadre de sa labellisation Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV), le Parc naturel régional des Ballons des Vosges peut faire bénéficier son territoire d'un financement à la rénovation énergétique de l'éclairage public et des bâtiments communaux via le programme CEE « Economies d'énergie dans les TEPCV ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

APPROUVE à l'unanimité la **Convention de Regroupement et de Valorisation des Certificats d'Economies d'Energie dans le cadre du programme CEE « Economie d'Energie dans les TEPCV »**

ACCEPTE les conditions de ladite convention,

RECONNAIT expressément le TEPCV « Parc naturel régional des Ballons des Vosges » comme regroupeur dudit groupement pour cette opération et pour les missions qui lui sont confiées au titre de la convention de regroupement et de valorisation des certificats d'économies d'énergies dans le cadre du programme d'économies d'énergie dans les TEPCV, et l'autorise à accomplir toutes démarches nécessaires à la réalisation des procédures concernées par l'objet de la convention,

ACCEPTE les conditions financières énoncées dans la convention.

(DEL19_013) DESIGNATION DE REPRESENTANTS SUPPLEMENTAIRES AU PARC NATUREL REGIONAL DES BALLONS DES VOSGES

Monsieur le Président expose que suite à la loi NOTRe qui a entraîné la fusion de certaines intercommunalités du territoire du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges (PNRBV), le Comité syndical du parc a dû procéder à une modification de ses statuts.

Actuellement, les représentants de la CCVSA sont :

- Monsieur Claude WALGENWITZ, titulaire
- Madame Jeanne STOLTZ-NAWROT, suppléante

Il convient donc de désigner 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants supplémentaires.

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, désigne à la majorité absolue (1 abstention) les représentants suivants :

Titulaires	Suppléants
Monsieur Claude WALGENWITZ	Madame Véronique PETER
Madame Jeanne STOLTZ-NAWROT	Madame Marie-Catherine BEMBENEK
Monsieur Cyrille AST	Monsieur Eddie STUTZ

(DEL19_014) ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Pierre GUILLEMAIN, Vice-Président en charge de l'eau et de l'assainissement, propose qu'une subvention soit accordée à 34 propriétaires pour la réhabilitation de leur installation d'assainissement non collectif.

Leur dossier de demande de subvention a été déposé avant le 1^{er} mars 2018.

Suite à la décision prise par la Commission eau et assainissement, la subvention accordée par installation est de 70 % sur la base du devis et en tenant-compte du montant-plafond applicable.

La subvention sera versée par la Communauté de Communes au propriétaire sur la base de la facture acquittée et une fois le certificat de conformité obtenu (Résultat du contrôle : Installation en bon état de fonctionnement).

Les travaux devront être terminés dans un délai maximum d'un an : la facture acquittée et le certificat de conformité de l'installation devront être transmis au plus tard le 30 avril 2020 à la Communauté de Communes.

Seuls les propriétaires dont l'installation est listée dans le tableau pourront bénéficier d'une aide dans les conditions définies précédemment.

Commune	Adresse de l'habitation	Montant du devis (€ TTC)	Dimensionnement (EH)	Montant éligible	Aides accordées
FELLERING	6 Chemin du Talhorn	9 738,30 €	5	9 738,30 €	6 816,81 €
FELLERING	75 Chemin du Rammersbach	17 567,00 €	4	9 900,00 €	6 930,00 €
GOLDBACH-ALTENBACH	3 rue des Genêts	10 455,00 €	6	9 900,00 €	6 930,00 €
FELLERING	5 Chemin du Talhorn	12 133,00 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	25A rue de Saint Amarin	13 802,25 €	6	9 900,00 €	6 930,00 €
SAINT AMARIN	3 Hintervogelbach	14 189,45 €	6	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	12 rue du Panorama	16 240,40 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
HUSSEREN WESSERLING	17 rue du Brand	9 773,16 €	5	9 773,16 €	6 841,21 €
GEISHOUSE	10 rue du Relais	11 352,00 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	11 chemin des Prés	9 418,75 €	5	9 418,75 €	6 593,13 €
GEISHOUSE	9A rue des Prés	9 027,70 €	4	9 027,70 €	6 319,39 €
GEISHOUSE	11 rue du Panorama	12 265,00 €	6	9 900,00 €	6 930,00 €
FELLERING	4 rue du Baechel	11 885,50 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	34 rue des Champs	12 270,50 €	4	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	36 rue des Champs	12 798,50 €	4	9 900,00 €	6 930,00 €
KRUTH	5A rue du Treh	10 747,00 €	4	9 900,00 €	6 930,00 €
GOLDBACH-ALTENBACH	55 Hameau de Neuhouse	13 028,40 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
GOLDBACH-ALTENBACH	4 rue du Rees	12 724,25 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
FELLERING	2 Chemin du Talhorn	12 573,00 €	4	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	1 Chemin Erlen	9 381,00 €	6	9 381,00 €	6 566,70 €
GEISHOUSE	9 rue du Panorama	12 490,50 €	6	9 900,00 €	6 930,00 €
GOLDBACH-ALTENBACH	10 Chemin de la Goutte	9 300,50 €	2	9 300,50 €	6 510,35 €
GEISHOUSE	17B rue du Relais	11 244,20 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	19 rue du Relais	13 172,50 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
KRUTH	34A Le Frenz	9 105,80 €	4	9 105,80 €	6 374,06 €
ODEREN	18 rue Bel Air	14 481,50 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
GOLDBACH-ALTENBACH	8 rue Mme Sans Gêne	15 438,50 €	6	9 900,00 €	6 930,00 €
KRUTH	1 rue du Sauwas	9 864,80 €	4	9 864,80 €	6 905,36 €
KRUTH	Le Gomm	10 983,50 €	4	9 900,00 €	6 930,00 €
FELLERING	5a chemin du Schliffels	10 334,50 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	6 rue du Panorama	12 526,25 €	6	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	3 chemin des Fleurs	13 706,00 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
ODEREN	7 rue du Gomm	13 755,50 €	4	9 900,00 €	6 930,00 €
GEISHOUSE	6 chemin Erlen	12 867,00 €	5	9 900,00 €	6 930,00 €
TOTAL					233 107,01 €

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de verser des subventions pour des travaux de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif pour les installations éligibles listées dans le tableau ;

DECIDE que les subventions seront versées par la Communauté de Communes au propriétaire sur la base de la facture acquittée et une fois le certificat de conformité obtenu

DECIDE que la subvention maximale accordée pour chaque installation éligible est de 70 % sur la base du devis et en tenant compte du montant plafond travaux applicable de 9 900 € TTC comme détaillé dans le tableau ;

DECIDE que ces aides sont accordées pour une durée limitée et que les travaux devront être terminés dans un délai maximum d'un an : la facture acquittée et le certificat de conformité de l'installation devront être transmis au plus tard le 30 avril 2020 à la Communauté de Communes

DIT que les dépenses seront imputées sur le chapitre 20422 u budget principal.